

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/310504644>

Entretien avec Abaher El Sakka; Palestine: Les chantiers de recherches en sciences sociales sur les révolutions arabes...

Article · December 2015

CITATIONS

0

READ

1

3 authors, including:



[EL sakka Abaher](#)

Birzeit University

10 PUBLICATIONS 0 CITATIONS

SEE PROFILE

All content following this page was uploaded by [EL sakka Abaher](#) on 29 December 2016.

The user has requested enhancement of the downloaded file. All in-text references [underlined in blue](#) are added to the original document



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

138 (2015)

Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales ?

Abaher El Sakka, Aude Signoles et Myriam Catusse

Entretien avec Abaher El Sakka ; Palestine : les chantiers de recherches en sciences sociales sur les révolutions arabes

« L'exception arabe » et « l'exception
palestinienne » sur la sellette. Quand l'événement
bouscule les paradigmes

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Abaher El Sakka, Aude Signoles et Myriam Catusse, « Entretien avec Abaher El Sakka ; Palestine : les chantiers de recherches en sciences sociales sur les révolutions arabes », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 138 | 2015, mis en ligne le 23 février 2016, consulté le 25 février 2016. URL : <http://remmm.revues.org/9285> ; DOI : 10.4000/remmm.9285

Éditeur : Publications de l'Université de Provence

<http://remmm.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://remmm.revues.org/9285>

Document généré automatiquement le 25 février 2016. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Les contenus de la Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Abaher El Sakka, Aude Signoles et Myriam Catusse

Entretien avec Abaher El Sakka ; Palestine : les chantiers de recherches en sciences sociales sur les révolutions arabes

« L'exception arabe » et « l'exception palestinienne » sur la sellette.
Quand l'événement bouscule les paradigmes

Présentation

¹ *Abaher El-Sakka est sociologue et professeur à l'université de Bir Zeit dans les Territoires palestiniens, plusieurs fois professeur invité dans des universités françaises. Ses recherches actuelles portent sur la sociologie et l'historiographie des sciences sociales. Il travaille également sur la variété des modes d'expression politique en Palestine. Une partie de ses recherches porte sur l'histoire sociale de la ville de Gaza à laquelle il consacre actuellement un ouvrage. L'action publique, la mémoire collective ainsi que les mobilisations liées aux nouveaux mouvements contestataires constituent un autre pan de ses recherches.*

Entretien du 6/10/2015 conduit par Myriam Catusse et Aude Signoles¹

Q. : En tant que sociologue travaillant en Palestine, à la faculté de Birzeit, pouvez-vous décrire la façon dont les soulèvements de 2011 ont pu affecter le travail des sociologues et politistes ?

Quand les événements ont commencé dans le monde arabo-musulman, les sociologues palestiniens, les politologues mais aussi les juristes, s'y sont d'abord intéressés par curiosité et par affinité avec ce qui se passait. Par la suite, ils ont commencé à écrire et à organiser des conférences. C'était un mouvement assez important, puisque pour les Palestiniens, c'était un espoir total sur le plan scientifique. Bien sûr, les attentes étaient aussi que ces révolutions changent la situation dans le monde arabe et pour les Palestiniens.

En particulier, un colloque a été organisé à Chypre par l'Institut d'Études Palestiniennes en avril 2012, regroupant des chercheurs et des politiques. Ses actes, publiés sous la direction du sociologue Jamil Hilal dans plusieurs numéros de la *Revue d'Études Palestiniennes*, rassemblent des communications sur l'influence de ces « révoltes » sur la cause palestinienne. Les contributions croisent les approches d'historiens, de sociologues, d'anthropologues, de politologues, et de juristes. Un autre colloque organisé en septembre 2012, par l'Institut *Muwatin* (the Palestinian Institute for the Study of Democracy) à Ramallah, intitulé *La deuxième année des révolutions arabes en questions*, a accentué le questionnement sur la présence de la Palestine dans les révolutions et inversement, l'influence des révolutions arabes sur la cause palestinienne et sur les mouvements sociaux en Palestine. Ses interventions affichaient un certain optimisme : la politiste Karma Nabulsi, par exemple, mettait l'accent sur le fait que le citoyen pouvait se faire acteur de l'histoire, certains comme l'intellectuel et ancien responsable politique, Daoud Talhami, défendaient l'idée que ces soulèvements ne pouvaient qu'améliorer la position des Palestiniens pour la reprise des négociations avec Israël. Une autre rencontre encore a eu lieu à l'université de Birzeit en 2012 sur le thème de la « dignité » (*al-karama*). Il s'agissait de réfléchir aux valeurs universelles du mot *Karama*, un terme qui trouve une place importante dans les sciences sociales palestiniennes. On peut aussi citer l'ouvrage collectif *Les conséquences des révolutions arabes sur les Palestiniens en Syrie* [i.e. : titre traduit], ou l'ouvrage de M. Mashaqi publié par l'institut Muwatin en 2013 (*Le rôle des mouvements islamistes dans les printemps arabes : les cas égyptiens et tunisiens* [i. e. : titre traduit]).

Ces conférences et ouvrages ont rassemblé des Palestiniens de 1948 [i.e. résidant à l'intérieur de l'Etat d'Israël], de la diaspora, ou venus de Gaza : autrement dit, ce sont des Palestiniens du monde entier qui ont participé à ces débats et à l'organisation des colloques. Et des écrits

en anglais, en arabe, en français ont été diffusés dans différentes revues dans le monde arabe et ailleurs.

D'abord, ce sont plutôt des sociologues et des politologues qui sont intervenus dans le débat. Ensuite viennent les juristes. Il y a à cela plusieurs raisons. D'un côté, les événements sont considérés comme un champ d'études privilégié de la sociologie et de la science politique. De l'autre, les juristes en Palestine ont une approche plus positiviste, qui porte peu d'intérêt aux événements de rue, et met plus volontiers l'accent sur les constitutions, les changements que peuvent apporter les révolutions arabes sur les institutions, comme les Parlements. Avec les spécialistes de géopolitique, ils ont réalisé un travail de vulgarisation, en écrivant dans les journaux ou débattant à la télévision sur des sujets, tels que les relations entre l'Égypte et la Turquie, l'influence de la politique étrangère turque sur les rapports avec le Hamas, etc. À ma connaissance, ils n'ont pas réalisé à proprement parler des travaux de recherche sur le sujet, alors qu'ils ont souvent été invités pour s'exprimer à la radio ou à la télévision. Les sociologues et politologues, eux, en revanche, ont prôné l'autocritique en remettant en cause certaines de leurs conclusions antérieures, et surtout, en partant de l'idée qu'ils n'avaient pas su prévoir les mouvements contestataires dans le monde arabe ni leur devenir. Cette idée gêne tout le monde, puisque sociologues ou politologues ne sont pas des voyants, qu'ils ne peuvent pas prévoir comment les choses vont évoluer. Je crois que, dans le monde arabe, la critique va au-delà de la pratique disciplinaire, pour évoquer l'incapacité individuelle et collective par rapport au rôle social que l'intellectuel souhaite avoir, ou qu'il imagine avoir dans sa propre société.

Q. : Dans quelles mesures les mouvements populaires travaillent-ils les analyses antérieures et les renouvellent-ils ?

Plusieurs thèses étaient avancées dans le monde arabe pour expliquer l'absence de changement politique sur la longue durée, que les sociologues et politologues palestiniens reprenaient à leur compte jusqu'aux mobilisations populaires de 2011. La première considérait qu'il n'y avait pas de possibilités de révolutions sociales dans le monde arabe - sauf à l'époque de Nasser. Les conditions d'une révolution n'étaient pas réunies. Les chercheurs à l'origine de cette thèse s'appuyaient sur des réflexions marxistes selon lesquelles la classe laborieuse, si elle est préparée, peut provoquer la révolution ; et concluaient qu'en l'espèce, ce n'était pas le cas. D'autres chercheurs pensaient que la seule révolution réelle dans le monde arabe avait été anticoloniale : elle avait consisté en une confrontation nationale contre une puissance étrangère occupante. Enfin, d'autres chercheurs considéraient le changement de régime impossible dans le monde arabe, en reprenant à leur compte des arguments « reproduits » des thèses culturalistes, orientalistes et euro-centrées. C'est l'idée selon laquelle il y aurait une « exception arabe », les sociétés arabes seraient des sociétés « féodales », « arriérées », « patriarcales », où il n'y a pas de structure nationaliste mais plutôt des clans, des structures clientélistes, etc. Ils réactualisent la thèse de l'incapacité des sociétés arabes à faire leur révolution.

Ces divers travaux partagent en commun l'idée d'absence de conditions favorables à la révolution. Certains lient ainsi ces « faiblesses révolutionnaires » aux formes « répressives et patriarcales » de la socialisation dans les sociétés arabes pour reprendre la thèse fameuse de l'historien palestinien H. Sharabi (1996). D'autres chercheurs avancent l'idée d'un conflit entre le monde rural et le monde citadin qui, selon eux, empêche la formation d'un sentiment de citoyenneté commun, propice aux mouvements sociaux. Chez d'autres encore, on insiste sur la nouveauté de l'expérience étatique et son importation de l'extérieur, ainsi que sur la fragilité des institutions étatiques et de toutes les dynamiques sociales nécessaires à la production du citoyen et de la citoyenneté. D'autres encore s'intéressent à la diffusion du sentiment de peur. En réalité, tous ces questionnements ne sont pas proprement arabes, mais se retrouvent dans de nombreuses réflexions de sociologues ou philosophes autour de questionnements scientifiques liés à l'apparition d'un moment historique particulier.

Pour ma part, je considère, avec d'autres, que nous tombions là dans le piège de la reproduction d'analyses, et qu'il était temps que nous réfléchissions autrement, en essayant de développer nos propres outils de réflexion. Ceci renvoie à un autre débat dans les pays arabes. Aucun pays arabe n'a réussi jusqu'à maintenant à produire une science sociale « arabe », comme ont tenté

de le faire les collègues indiens et sud-asiatiques. Ce débat intellectuel est un fait marquant, on a eu beaucoup d'échanges entre sociologues et politologues dès la première année des révolutions, sur les sciences sociales et leurs capacités à analyser tel ou tel événement. Ce débat a donné lieu à plusieurs colloques, dont l'un s'est tenu récemment à Oran, organisé par l'Association des sociologues arabes². Plusieurs ouvrages ont été publiés sur le sujet, et je pense que l'Association des sociologues arabes souhaite continuer à mener cette réflexion. Sur le plan des notions, ce débat de 2011 a poussé les Palestiniens, en tout cas à Birzeit où j'enseigne, à réfléchir sur les termes et concepts utilisés. Depuis 2011, il y a une sorte de revalorisation du terme « colonial », alors que pendant longtemps, on disait « occupation ». Le mouvement national palestinien, ses élites, toute cette génération n'utilisait pas du tout le concept « colonial ». Maintenant, les gens n'utilisent plus ou critiquent sévèrement le mot « occupation », parce qu'ils considèrent qu'on est dans une situation coloniale. Il y a beaucoup de voix, auxquelles je participe modestement, qui s'élèvent pour demander : « Arrêtez de décrire la société palestinienne comme une société sous occupation, parce qu'elle est sous occupation militaire, certes, mais elle est dans une situation beaucoup plus large, qui est coloniale, qui renvoie à beaucoup d'autres choses. »

Q. : Dans quelle mesure ce renouvellement des débats est-il un phénomène générationnel ? Pensez-vous qu'une nouvelle génération de chercheurs en sciences sociales s'émancipe des approches d'Edward Saïd, par exemple, pour reformuler les termes de cette problématique ?

Oui, par exemple, dans mon Université, le début des événements dans le monde arabe a relancé des réflexions anciennes. Il y avait un petit cercle qui réfléchissait déjà sur comment s'inspirer du modèle sud-asiatique, c'est-à-dire essayer de produire une science sociale propre à une société colonisée, qui ne reproduise pas le schéma classique en Europe, etc. Mais ces réflexions étaient plutôt des débats internes, elles ne prenaient pas vraiment une forme académique. C'est un phénomène générationnel, mais qui est aussi lié au fait que la réalité sociale et politique dans le monde arabe a changé. Tous les arguments avancés par les premiers sociologues qui se sont intéressés à ces questions ne sont plus valables ou s'expriment aujourd'hui différemment : par exemple, l'attention portée aux identités confessionnelles semble prendre l'avantage momentanément sur les préoccupations portant sur les clivages partisans. De même, la problématique de la révolution industrielle dans le monde arabe ne semble plus de mise... Les acteurs eux-mêmes changent. Par exemple, autrefois, on avait les intellectuels classiques de gauche, qui devenaient pour certains des acteurs académiques, alors que maintenant, on a des libéraux, des néolibéraux, mais aussi des islamistes, qui sont aussi nourris de sciences sociales dites « islamiques ». On n'est plus du tout dans la configuration des années 1960-1970.

Q. : On a souvent pensé, en Europe, la Palestine comme un terrain « spécifique » par rapport au reste du monde arabe ; on décrivait la société palestinienne comme « l'exception » parmi les régimes autoritaires du monde arabe, comme un lieu d'existence de mobilisations sociales d'ampleur contre l'occupation israélienne, comme un territoire du politique producteur d'une « société civile » vivace. De leur côté, des sociologues palestiniens ont aussi pensé cette capacité de résistance palestinienne et le *Sumûd* (la « capacité d'endurance », la résilience et la fermeté érigées en forme principale de cette résistance palestinienne) des années 1970-80, et ont travaillé sur l'Intifada. Comment expliquez-vous cette situation ?

Si je prends la situation actuelle [i. e. : octobre 2015], il y a des confrontations dans la rue depuis dix jours. Tout le monde se demande s'il s'agit, ou non, d'une troisième Intifada. Or, l'appellation « Troisième Intifada » est gênante, parce que c'est une dénomination israélienne ; les Israéliens comptent en termes de première, deuxième ou troisième Intifada, mais en vérité, l'Intifada est permanente. Les Palestiniens n'ont jamais parlé de première, deuxième ou troisième Intifada, ils refusent cette appellation imposée. Ces débats analysent les événements actuels par rapport aux « événements » précédents, et donc, par rapport à une « première » ou une « deuxième » Intifada. Ce ne sont pas des analyses construites, parce qu'ils manquent de recul. Il faut attendre, avec décence, et essayer de ne pas analyser à vif, parce que les choses évoluent vite sur le terrain.

Pour en revenir à la question : au moment des Révolutions arabes, j'ai essayé d'expliquer dans mes travaux, que les sociologues palestiniens ont tort de penser qu'Oslo [le processus de négociations de paix israélo-palestiniens ouverts en septembre 1993] a neutralisé les

mouvements sociaux palestiniens. J'ai emprunté la théorie de James C. Scott, en analysant la société palestinienne à l'aune de la notion de mouvements « invisibles ». C'est-à-dire que dans la rue, il n'y a rien, aucune mobilisation collective, mais derrière, dans les cercles familiaux, *via* les blogs, *via* les quotidiens, les gens souhaitent changer les choses, ce qui rend possible l'éclatement d'un mouvement contestataire à un moment donné, comme on l'a vu ailleurs dans le monde arabe. Ça ne marche pas actuellement, puisque l'Autorité palestinienne fait « rempart » ; elle emploie tous les moyens nécessaires pour ne pas avoir une « troisième » Intifada.

Q. : Si on revient à la question initiale de 2011 et à « l'exception palestinienne », il s'agit de dire que, derrière ce qui peut être décrit par certains comme des processus de non-éveil des sociétés, il y a des formes de résistance qui sont elles-mêmes contraintes par des logiques de domination qui les entravent ?

Tout à fait. Récemment, j'ai présenté un papier sur un quartier qui s'appelle Kufr 'Aqab, dans les alentours de Jérusalem, dans lequel j'ai essayé de contredire « l'exception palestinienne » que beaucoup de chercheurs avançaient dans les années 1980, pour expliquer que ce qui se passe actuellement dans cette localité s'est produit, de la même manière, au Maroc, en Algérie, au Sénégal, dans beaucoup de pays durant la période coloniale. Pendant longtemps, les Palestiniens se sont considérés comme une exception dans le monde arabe : l'OLP est une exception, la société est très éduquée, différente des autres sociétés arabes parce qu'elle bouge... Et puis, en 2011, il y a eu une remise en cause de cet exceptionnalisme, parce que les Palestiniens étaient très en retrait par rapport à la « rue arabe », qu'ils ne se sentaient plus numéros « un ». Ceci a poussé tout le monde à réfléchir au discours officiel du mouvement national palestinien, selon lequel les Palestiniens sont une exception. Les travaux de la nouvelle génération de chercheurs en sciences sociales remettent en cause cette historiographie du mouvement national. Personnellement, je suis en train de montrer que l'OLP a fait une erreur dans les premières années de sa formation, car elle décryptait le conflit comme un conflit entre deux nations, alors qu'on fait face à une situation coloniale, à un conditionnement colonial (Balandier, 1951). Beaucoup sont ceux, en Palestine et ailleurs, qui sont en train de réécrire l'histoire palestinienne de façon critique. Par exemple, l'usage qu'a eu le mouvement national des souffrances des Palestiniens a fait intérioriser l'idée que personne ne souffre plus que les Palestiniens. Or, d'une façon très simple, ces derniers temps, les images des réfugiés syriens - qui souffrent plus que les Palestiniens - nous gênent profondément, parce que nous n'avons plus le monopole de la souffrance. On remet en cause le discours nationaliste, qui a beaucoup fonctionné autrefois, et qui ne fonctionne plus du tout.

Q. : Au niveau de la production scientifique, repérez-vous ce changement dans de nouvelles façons de travailler ?

Tout à fait, oui. C'est surtout vrai chez la nouvelle génération de chercheurs qui s'est formée en-dehors de la Palestine. Le discours critique n'est pas nouveau dans la production scientifique en Palestine, il y a eu des travaux qui ont souligné les dysfonctionnements de l'Autorité palestinienne. On les connaît parfaitement. Mais, à présent, il y a une tendance à la critique sociale, il y a l'émergence de productions écrites qui critiquent l'écriture de l'histoire, les usages des symboles, des signes, comme la *Nakba* [i. e. : l'exode palestinien de 1948], la mémoire de 1948 – bref, qui critiquent absolument tout.

Ceci a des conséquences au niveau de la méthode de travail. Beaucoup de travaux essaient de voir en quoi la situation en Palestine aujourd'hui est différente du modèle d'Apartheid, pourquoi on utilise néanmoins le terme Apartheid pour donner à lire la situation, est-ce que cette utilisation est pertinente ou non ... Toute une littérature produite par des chercheurs palestiniens, et non-palestiniens bien sûr, s'intéresse à cette comparaison/analogie, mais encore à la colonisation en Australie ou aux Etats-Unis... Les sciences sociales palestiniennes peuvent apporter quelque chose si elles sortent effectivement du local, du national et de l'exception, c'est-à-dire, si elles vont chercher dans « l'ailleurs » pour donner à comprendre la situation présente, si elles regardent comment les choses se passaient dans d'autres moments coloniaux pour pouvoir dire en quoi le quotidien des populations en Palestine aujourd'hui renvoie à une situation coloniale. Bien sûr, je ne suis pas naïf, je ne suis pas en train de dire que

c'est une situation coloniale comme les autres ; la réalité sociale et le monde ont changé ! On n'est plus du tout dans la période des années 1950, j'en suis conscient. Mais, il y a quand même des ressemblances patentées entre la situation actuelle en Palestine et, par exemple, le modèle colonial français en Algérie. Beaucoup de choses ressemblent à la réalité palestinienne : les séparations de routes, le système de citoyenneté, le rapport aux élites, avec des gens qui travaillent pour le colonisateur ; ce ne sont pas des traîtres, mais plutôt des complices, c'est-à-dire des gens qui font leur vie dans la continuité coloniale ; leur vie, leur gagne-pain, vient du colonisateur. Maintenant, on a le courage de dire qu'il y a une intériorisation du fait colonial par les Palestiniens et que certains d'entre eux reproduisent le discours colonial.

Q. : Vous ne faites pas mention des historiens palestiniens, alors qu'on peut penser qu'ils sont les plus à même de travailler sur ce qu'a été l'histoire coloniale ou encore, les modes de gouvernamentalité des mandats britanniques, et d'aider à ces analogies.

Si je réfléchis à Rana Barakat, Sh. Seikaly et à d'autres, ils participent pleinement à cette nouvelle génération investie dans le mouvement d'autocritique et que les événements dans le monde arabe interrogent. Comme les historiens utilisent moins le terrain que les sociologues et les politologues, je parlais davantage de ces derniers, mais les historiens sont pleinement présents dans ces débats. Sh. Seikaly par exemple, de l'Université Américaine du Caire (AUC), a fait un travail sur les réécritures de l'histoire, R. Barakat a fait un travail sur l'implication des paysans palestiniens dans la révolution des années 1920 à Jérusalem. Et Saleh Abdel Jawad, qui est politologue et historien, essaie de reprendre avec Sari Hanafi l'idée de « *sociocide* » pour décrire la destruction totale de la société palestinienne.

Q. : On retrouve, dans les autres contributions de ce dossier, l'idée que les soulèvements de 2011, justement parce qu'ils étaient partiellement surprenants, ont appelé les chercheurs à aller sur le terrain, à prêter attention à des acteurs qui n'étaient jusqu'alors pas tellement regardés, écoutés, ou entendus. Dans cette nouvelle génération, repérez-vous aussi des travaux davantage portés sur le terrain et sur la voix de ces acteurs ?

Tout à fait. Pour les travaux sur les révolutions arabes, peu de chercheurs palestiniens ont pu se déplacer en Syrie, en Égypte, en Libye pour comprendre ces événements. Ils analysent plutôt les choses *via* internet, et leur lecture n'est pas une lecture première. Mais, c'est différent pour ce qui est des travaux sur la Palestine. Par exemple, pour l'enquête que j'ai menée à Kufr 'Aqab, c'est le terrain qui prime avant tout. Je vais interroger les gens. Mais beaucoup de collègues de terrain n'ont pu aller là-bas, pour parler. C'est pourtant intéressant. On découvre des choses qu'on n'a pas l'habitude d'entendre, par exemple, les gens accuser l'Autorité palestinienne et accuser Israël. Dans le cas de Kufr 'Aqab, les gens accusaient les Palestiniens qui possédaient des cartes d'identité de Jérusalem d'avoir un comportement de supériorité et d'intérioriser de manière involontaire par cette pratique le discours colonial. Si vous voulez, ces choses-là sont dites au quotidien, mais on ne le dit pas ouvertement, parce qu'on a toujours l'idée que, dans un combat national, il ne faut pas trop parler des divergences, des divisions, etc. Mais je pense que la nouvelle génération parle librement et sans problème.

Q. : Question récurrente pour les sciences sociales dans les sociétés sur lesquelles nous travaillons : existe-t-il des mécanismes de censure de la part des autorités ?

Je pense que pour l'instant, l'Autorité palestinienne limite ses censures aux opposants politiques du Hamas. Après, bien sûr, la censure peut toucher de temps en temps des journalistes, des chercheurs, mais très peu. Cela ne veut pas dire que l'Autorité palestinienne est une structure démocratique parfaite, mais plutôt, qu'elle n'a pas les moyens d'organiser la surveillance politique des chercheurs et universitaires. En fait, elle n'est plus en mesure d'entretenir sa légitimité aux yeux des Palestiniens. Mais elle ne souhaite pas ajouter au malaise déjà palpable des intellectuels et des chercheurs. Alors, elle laisse les chercheurs palestiniens s'exprimer. Bien sûr, ça la dérange que l'on critique ses actions politiques. Et l'on peut dire qu'elle organise tout de même une certaine forme de censure, dans la mesure où certains chercheurs ne sont jamais invités à participer à des émissions de télévision.

Q. : Les étudiants sont-ils sensibles à la démarche de sociologie et d'histoire critique et au travail de déconstruction des concepts ?

Ceci dépend du sujet ou du thème. Quand il s'agit de relire l'histoire palestinienne, de réécrire et de critiquer l'histoire nationale, les choses commencent à peine. Mais je crois qu'il faut être vigilant, puisque ce mouvement de relecture critique n'est pas généralisé dans les facultés palestiniennes. Il y a des facultés dans lesquelles on ne critique pas du tout l'Autorité palestinienne, on ne fait pas du tout un travail d'historien ou de sociologue. Je ne veux pas jeter de fleurs à l'Université de Birzeit, mais il y a une particularité ici, qu'on ne trouve pas ailleurs malheureusement. Nous avons une concentration de chercheurs en sciences sociales que l'on ne trouve pas ailleurs, hélas, sans compter que les sciences sociales à Gaza ne produisent pas beaucoup. Cette situation est triste, mais s'explique par plusieurs raisons. D'abord en raison de la situation spécifique à Gaza, mais aussi, parce que beaucoup de gens ne sont pas dans la confrontation d'idées, ni même insérés dans les réseaux internationaux. Par ailleurs, dans beaucoup de facultés, on trouve une situation de censure *de facto*. Les professeurs s'autocensurent, les étudiants ne peuvent pas s'exprimer non plus. Personnellement, en cours, il m'est arrivé d'avoir des oppositions de la part d'étudiants qui disaient : « Ça, c'est une position politique ! » Et j'expliquais aux étudiants en quoi ce n'était pas une position politique. Je crois que le fait que beaucoup de chercheurs palestiniens, aujourd'hui, soient moins imprégnés par les partis politiques qu'avant, nous donne plus de légitimité aux yeux des étudiants. Si j'étais personnellement proche d'un parti politique, j'aurais très peu de crédit auprès de mes étudiants. Comme je suis indépendant, j'ai plus de crédibilité à parler de l'écriture de l'histoire telle que construite par le mouvement national, et à critiquer les partis politiques, de droite comme de gauche. Je crois que la plupart de mes collègues ne sont plus actifs du tout dans des partis politiques, et je crois que cela aide à leur crédibilité. Si les étudiants classent un professeur comme proche de tel ou tel parti politique, au contraire, cela gêne son travail d'universitaire ! Il y a toujours des débats très intéressants entre les étudiants là-dessus. De temps en temps, il y a des manifestations d'oppositions, par exemple contre telle ou telle déclaration d'un professeur, mais qui ne durent jamais longtemps. La faculté garantit toujours une marge de liberté à ces mouvements, et j'espère que cela durera, parce qu'un mouvement doit pouvoir s'exprimer librement.

Q. : Pour revenir à la question des soulèvements, quel est aujourd'hui l'état des débats ?

Il y a eu une vision globale sur les révolutions, mais dans le même temps, il y a une focalisation sur l'Égypte et la Tunisie. L'Égypte, tout d'abord, parce qu'elle a une place très importante dans le monde arabe et que c'est un pays proche de la Palestine. Toute une génération de Palestiniens a été formée en Égypte, il y a une proximité culturelle et académique importante. Et puis, l'Égypte est le pays qui a mené trois guerres contre Israël et qui a conclu un accord de paix avec ce dernier. Tout ceci explique que les gens en Palestine s'intéressent beaucoup à l'Égypte, et se remettent en cause, parce qu'ils voyaient dans l'image collective des Égyptiens un peuple qui ne pensait pas à se révolter. La révolution égyptienne a remis ceci en cause, jusque sur le plan scientifique, parce qu'on ne pensait pas que les structures sociales en Égypte permettaient une révolution.

Pour la Tunisie, il y a une fascination, qui en fait le seul pays modèle ou presque. Tous les Arabes croient que la Tunisie est le pays qui s'en est sorti le moins mal grâce au rôle important que l'intelligentsia tunisienne a joué. Certains avancent l'idée que la laïcité de Bourguiba est pour beaucoup dans la spécificité de ce pays, tandis que d'autres pensent à l'inverse que le rapport de forces entre En-Nahda et ses adversaires est loin d'être clos. L'Égypte et la Tunisie intéressent donc beaucoup les chercheurs en Palestine. Pour les autres pays, cela varie selon les moments et contextes. Le cas le plus problématique, c'est toutefois la Syrie. La gauche palestinienne s'accroche à l'idée que, même si Assad a recours à des tortures, il faut le soutenir, car il serait l'objet d'un complot extérieur. En Palestine, il est facile de débattre de la situation au Bahreïn, ou encore de ce qui se passe en Tunisie, mais sur la Syrie, la discussion tourne rapidement à la dispute. Je crois que les événements en Syrie ont beaucoup changé le regard des Palestiniens, qu'il s'agisse des citoyens ordinaires ou des chercheurs. Les événements, l'arrivée de Daech, les flux migratoires, tout ça a changé la donne. C'est pour cela que très peu

de gens, maintenant utilisent le terme de *thawra*, « révolution », pour parler des événements en cours, ils parlent plutôt de « l'hiver islamique ».

Bibliographie

Pour aller plus loin

El Sakka Abaher, 2015, New Urban configurations in the Palestinian Society Model of Kufur Aqab, In Hilal Jamil, Elsakka Abaher, *A Reading on the Socio Urban Changes in Ramalah and Kufur Aqab*, Center for Development studies –Birzeit university [http://home.birzeit.edu/cds/new-cds/node/315]

Palestinian Youth Social Movement's Protesters, 2015, in *Birth of the Arab Citizen & the Changing of the Middle East*, Edited by Stuart Schaar and Mohsine El Ahmadi; Foreword by Alain Touraine, Interlink Publishing ,Northampton, USA.

–2014. « L'influence des révoltes arabes sur la cause palestinienne », Masarat, janvier, pp. 5-55 www.masarat.ps (en arabe).

EL SAKKA, 2013, Les mobilisations protestataires palestiniennes actuelles, L'IREMMO, Institut de Recherche et d'Etudes Méditerranée Moyen- orient, l'Harmattan, pp.171-181.

Al-Shaikh Abdul-Rahim, 2008, Palestinian Textbooks: Issues of Identity and Citizenship.

The Biography of Gabi Baramki and his Odyssey at Birzeit University 1929-2012, 2015.

The Columbus Syndrome and the Veiling of Palestine: A Genealogy of the Israeli Politics of Toponymy of the Palestinian Landscape 1856-2015, 2015, by the Institute of Palestine Studies.

Meari Lena, 2015, Re-signifying "Sexual" Colonial Power Techniques: The Experiences of Palestinian Women Political Prisoners, in *Rethinking gender in revolutions and resistance: Lessons from the Arab World*, editors: Maha El-Said, Lena Meari, Nicola Pratt, Zed Books.

Meari Lena, 2015, Reconsidering Trauma: Towards a Palestinian Community Psychology, *Journal of Community Psychology*, Vol. 43, No.1, 76-86.

SEIKALY Sherene, 2015, Men of Capital Scarcity and Economy in Mandate Palestine, Stanford University Press.

Notes

1 Nous remercions Guillaume Silhol, Doctorant en sociologie des religions au Cherpa, pour la retranscription de cet entretien.

2 Association des sociologues arabes, *Les sociologues arabes face aux mutations actuelles*, Congrès, Oran, 19-21 février 2014.

Pour citer cet article

Référence électronique

Abaher El Sakka, Aude Signoles et Myriam Catusse, « Entretien avec Abaher El Sakka ; Palestine : les chantiers de recherches en sciences sociales sur les révolutions arabes », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 138 | 2015, mis en ligne le 23 février 2016, consulté le 25 février 2016. URL : <http://remmm.revues.org/9285> ; DOI : 10.4000/remmm.9285

À propos des auteurs

Abaher El Sakka

Sociologue et professeur à l'université de Bir Zeit

Aude Signoles

Maître de conférences en science politique à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence et chercheuse associée à l'IREMAM

Myriam Catusse

Institut français du Proche-Orient, UMIFRE 6, USR3135

Droits d'auteur

Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.
